

CONFERENCE DU DESARMEMENT

CD/1407
17 juin 1996

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 12 JUIN 1996, ADRESSEE AU PRESIDENT DE LA CONFERENCE DU DESARMEMENT PAR LES REPRESENTANTS PERMANENTS DE L'AFRIQUE DU SUD, DE L'AUTRICHE, DU BANGLADESH, DU BELARUS, DU CAMEROUN, DU CHILI, DE LA COLOMBIE, DE L'ESPAGNE, DE LA FINLANDE, DE L'IRAQ, D'ISRAEL, DE LA NORVEGE, DE LA NOUVELLE-ZELANDE, DE LA REPUBLIQUE ARABE SYRIENNE, DE LA REPUBLIQUE DE COREE, DE LA REPUBLIQUE POPULAIRE DEMOCRATIQUE DE COREE, DU SENEGAL, DE LA SLOVAQUIE, DE LA SUISSE, DE LA TURQUIE, DE L'UKRAINE, DU VIET NAM ET DU ZIMBABWE

Nous aimerions marquer la sincère gratitude de nos pays pour les efforts que vous avez déployés afin de trouver une solution à l'urgente question de l'élargissement de la composition de la Conférence du désarmement, et énoncer l'engagement que l'Afrique du Sud, l'Autriche, le Bangladesh, le Bélarus, le Cameroun, le Chili, la Colombie, l'Espagne, la Finlande, l'Iraq, Israël, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, la République arabe syrienne, la République de Corée, la République populaire démocratique de Corée, le Sénégal, la Slovaquie, la Suisse, la Turquie, l'Ukraine, le Viet Nam et le Zimbabwe ont décidé de prendre en considération de la décision attendue de la Conférence du désarmement d'admettre ces Etats comme membres de la Conférence.


Les Etats susmentionnés prennent par les présentes l'engagement solennel suivant, juridiquement contraignant à l'égard de chacun d'eux individuellement.

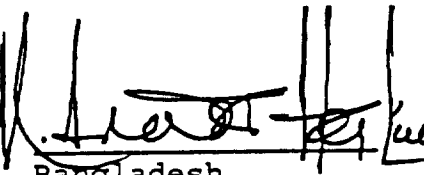
En liaison, intégralement et indivisiblement, avec la décision attendue de la Conférence du désarmement, et nonobstant l'article 3 du règlement intérieur, et sans porter atteinte aux droits dont il jouit actuellement, aucun des Etats susmentionnés, dans l'exercice de sa souveraineté nationale, ne fera obstacle individuellement à une action de la Conférence conforme à l'article 18.

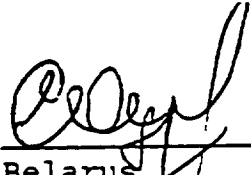
Cet engagement cessera d'être applicable s'il est décidé par consensus au sein de la Conférence du désarmement que la circonstance qui avait donné naissance à la situation requérant cet engagement solennel n'existe plus.

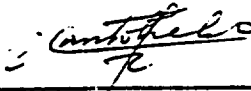
En outre, pour chacun des Etats susmentionnés qui ne sont pas soumis à des mesures coercitives globales en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, à une date se situant deux ans après la date de la décision, cet engagement cessera de s'appliquer à l'égard de ces Etats à compter de cette date.


En notre nouvelle qualité de membres de la Conférence du désarmement, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, les assurances de notre très haute considération.



Austria

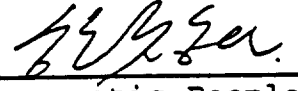

Bangladesh

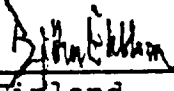

Belarus



Cameroon

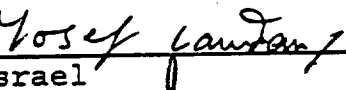

Chile

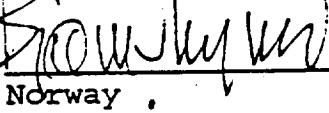

Colombia


Democratic People's
Republic of Korea


Finland



Iraq

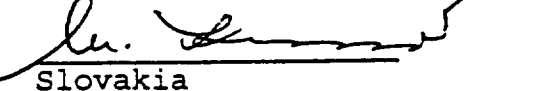

Israel


Norway

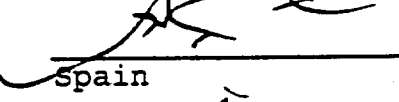

New Zealand

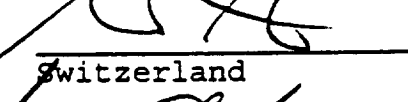

Republic of Korea



Senegal

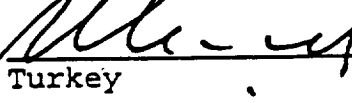

Slovakia

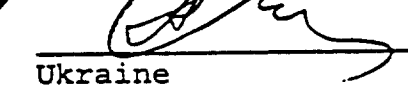

South Africa

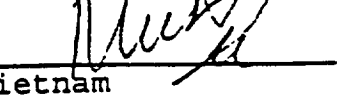

Spain

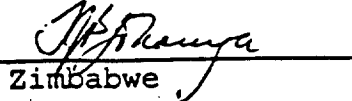

Switzerland


Syria


Turkey


Ukraine


Vietnam


Zimbabwe